

Rapport du groupe de travail « L'Europe que nous voulons »

Synthèse

Le Mouvement Européen – France (MEF) s'alarme de l'affaiblissement du projet d'Union européenne et appelle à la relance de la construction européenne. Il fait le point dans un rapport sur l'Europe qu'il souhaite voir se construire dans les 10 à 15 ans qui viennent *, et formule des propositions.

L'Europe à la croisée des chemins

Des acquis considérables

Depuis 60 ans le Mouvement européen défend auprès de l'opinion la cause d'une Europe à caractère fédéral et s'attache à développer chez les citoyens français la prise de conscience de l'Europe et de la communauté de destin des peuples qui la composent.

La construction européenne a écarté les risques de conflits entre européens, apporté la prospérité, un espace de vie commune, la réunification de l'Europe souhaitée par les pères fondateurs. C'est un patrimoine précieux qu'il faut non seulement préserver mais conforter.

Cet acquis considérable, ne suffit pas face aux défis du XXI^e siècle. Plus que jamais la réalisation d'union sans cesse plus étroite doit être le projet majeur des Européens pour parvenir à les surmonter

L'Europe en panne

Sous l'effet des élargissements successifs la société européenne est de plus en plus hétérogène ; les inégalités s'accroissent sous la pression de la mondialisation. Confrontés à leur déclin démographique, les Européens répugnent à accepter plus d'immigration ; la population vieillit au risque pour l'Europe de ne plus pouvoir financer son modèle social.

Plusieurs échecs internationaux récents doivent alerter les Européens : [marginalisation des Européens à Copenhague, nouveau président américain qui se détourne de l'Europe, mise à mal de l'Euro obligeant à déroger aux traités, négociations de paix israélo-palestinienne dont l'Union européenne est exclue](#). Le déclin relatif démographique et économique de l'Europe dans le monde est annoncé. Les questions mondiales qui conditionnent l'avenir des Européens se multiplient.

C'est précisément, au moment où l'Europe affronte les réalités de la mondialisation, que le projet d'une Europe unie et intégrée recule dans les opinions publiques et la volonté de nos dirigeants. Tous les Etats ne souhaitent pas avancer vers plus d'intégration. Notre projet marque le pas, tant sur le plan des politiques communautaires (La dernière

* L'Europe que nous voulons - 45 pages – MEF – 27/10/2010

politique véritablement commune à avoir été mise en place, l'Euro, l'a été il y a 12 ans) que du fonctionnement institutionnel marqué [par une pratique de plus en plus intergouvernementale](#).

L'Europe est à l'heure des choix

- Puissance ou effacement : les Européens souhaitent-ils une Europe qui soit un acteur majeur sur le plan international ?
- Intégration ou coopération : les Européens doivent-ils agir en privilégiant un mode communautaire ou intergouvernemental ?
- Ensemble ou d'abord à quelques-uns : de nouvelles politiques à 27 étant difficile à envisager, y a-t-il un groupe de pays prêts à avancer dans la construction européenne ?

Elle doit retrouver l'adhésion des citoyens en répondant à ses besoins et en proposant un projet.

Une volonté à l'échelle du monde

Le nouveau destin des Européens

La mondialisation concerne chaque jour un peu plus les Européens : développement d'une finance incontrôlée et volatilité des flux financiers ; déséquilibres en matière de taux de change et de commerce, favorisant l'accumulation de réserves et l'apparition de bulles financières ; redistribution de l'activité économique avec l'apparition de nouvelles puissances ; changement climatique, perte de biodiversité ; déséquilibres démographiques, migrations économiques et climatiques ; risques de prolifération nucléaire et nouvelles menaces sur la sécurité ; raréfaction des ressources en eau, alimentaires, en matières premières, énergétiques ; pandémies...

Ces défis sont aussi des défis internes dans la mesure où ils ont tous des répercussions dans nos sociétés européennes.

Le nouveau destin des Européens devrait désormais être de construire un espace de liberté, de sécurité, de justice et de paix dans un monde dangereux où ils doivent s'affirmer et contribuer à un monde meilleur. Il est aussi de se donner les moyens de son développement économiques en étant compétitif dans un monde de plus en plus concurrentiel.

Assumer un rôle de puissance (1)

Le Mouvement Européen France appelle de ses vœux une Union européenne qui ait des politiques à la mesure de ces enjeux, qui assume ses responsabilités de puissance mondiale.

[L'Europe est une puissance civile. Elle doit, pour défendre ses valeurs et ses intérêts s'affirmer comme puissance politique.](#)

1 – *Europe puissance : voir commentaires en encadré p 18 du rapport.*

Au-delà de la mise en place du Service européen d'actions extérieures, de nouvelles politiques sont nécessaires : une diplomatie européenne plus active dans le règlement des conflits, une défense commune, des représentations communes dans les institutions internationales, des partenariats stratégiques avec les grands acteurs mondiaux, une politique de change, des politiques communes dans les domaines de l'environnement et le climat, l'énergie, l'industrie, la recherche, l'immigration, le développement, les approvisionnements en matières premières.

Vers les Etats-Unis d'Europe

Fidèle à son idéal fédéral, le MEF appelle les Européens à retrouver le chemin de l'intégration.

Enrayer la dérive intergouvernementale

La mise en œuvre du traité de Lisbonne voit se renforcer le rôle du Conseil et du Conseil des ministres et la pratique intergouvernementale [des institutions](#).

Nous voulons que la conduite des politiques existantes soit plus intégrée, notamment pour le service d'action extérieure et la stratégie économique et que de nouvelles politiques dans les domaines énergétique, industriel, de la connaissance, social, soient gérées sur un mode intégré. Le MEF est aux côtés du Parlement européen lorsque celui-ci demande plus d'implication de la Commission et du Parlement dans l'action extérieure, dans la mise en œuvre d'une stratégie économique, ou d'une politique énergétique.

Retrouver la méthode intégrée (communautaire)

[Le Conseil européen est seul à même de prendre des initiatives politiques en l'absence de politiques intégrées \(ex-communautaires\), dans le silence des traités \(création du Fond européen de stabilité financière\) ou en cas d'urgence \(crise Géorgienne\). Certains domaines très politiques relèveront encore longtemps de la coopération.](#)

[Mais](#) les politiques qui ont permis des avancées décisives sont les politiques communautaires, décidées conjointement par le Parlement et le Conseil, mises en œuvre par la Commission (ou la BCE)

Lorsque le commissaire au commerce est mandaté par les 27 il négocie avec succès. A contrario, lorsque, à Copenhague, l'Europe est représenté par plusieurs chefs d'Etats, s'ajoutant aux responsables de l'Union, l'échec est au rendez-vous. La stratégie de Lisbonne, fondée sur une coordination des états a été un échec. L'absence de politique économique commune a mis l'Euro en péril.

[Le MEF appelle à une reprise du mouvement de communautarisation des politiques de coopération et à retrouver la méthode intégrée pour les politiques à venir.](#)

Avancer par étapes

[Notre idéal est une Europe fédérale. Nous souhaitons que progressivement](#) notre fédéralisme actuel limité à quelques compétences exclusives économiques, devienne une

fédération d'états, ou d'états-nations (2), qui pourra s'appeler les « Etats-Unis d'Europe », comprenant les compétences essentielles : politiques économique, budgétaires et fiscales et progressivement, diplomatie et défense.

L'Europe fédérale pourra en réunir dans un premier temps des pays volontaires, appelés à être rejoints progressivement par les autres pays de l'Union.

Les traités modifiés donnent à l'Union les moyens d'avancer. Il faut en utiliser toutes les possibilités, même si des changements institutionnels doivent être prévus. Il sera notamment inévitable de supprimer la décision à l'unanimité des Etats pour faire évoluer les traités.

Une Europe intégrée autour des pays les plus engagés dans la construction européenne (3)

La différenciation des politiques de l'Union est une réalité : Euro, Schengen, Espace de liberté, sécurité, justice ne réunissent pas tous ses membres. Mettre en place à 27 de nouvelles politiques est difficile dans l'immédiat. Il faut par ailleurs éviter une « Europe à la carte » par la multiplication des « opting-out », coopérations hors-traités ou coopérations renforcées, qui fractionnerait et désorganiserait l'Union.

L'Union doit accepter la diversité et envisager de se renforcer, à des rythmes différents, sur plusieurs périmètres : l'Union dans son ensemble, la zone Euro ou d'autres groupes de pays sur des politiques spécifiques, la coopération structurée en matière de défense.

L'actualité récente a montré que la zone euro doit être renforcée par une coordination des politiques budgétaires nationales, un dispositif de solidarité financière des Etats membres. Nous proposons qu'y soit ajoutés une agence de la dette, une politique économique commune et une gouvernance de l'Eurozone.

Le MEF propose que la zone euro constitue l'avant-garde de l'Union en lui donnant de nouvelles compétences fiscales et budgétaires qui lui permette des avancées décisives vers le fédéralisme. (4)

Retrouver la confiance des européens

Pour que l'Europe retrouve l'adhésion des citoyens il faut qu'elle réponde à leurs préoccupations : assurer une prospérité économique qui permette de financer le modèle

2- Sur le terme « fédération d'états-nations » voir échange d'arguments en encadré page 24 du rapport.

3- Sur le principe d'une Europe plus intégrée à quelques pays, voir les arguments échangés en encadré p 23 du rapport.

4 – Sur la possibilité de constituer un noyau dur autour de l'€, voir arguments en encadré p 26 du rapport.

social, défendre et promouvoir dans la mondialisation les intérêts et les valeurs des Européens, associer les citoyens aux décisions par une démocratisation accrue.

Donner un sens aux politiques de l'Union

Une Europe forte doit avoir des politiques communes stratégiques : politique économique politiques extérieures, défense.

Les politiques existantes doivent être adaptées à un développement durable : Elles doivent être poursuivies et renforcées en privilégiant un nouveau mode de développement économe en ressources et protégeant l'environnement. Elles doivent aussi corriger leur déficit actuel dans le domaine social et être le moyen d'une véritable solidarité entre européens. Il faut notamment avancer vers une convergence des fiscalités et des niveaux de protections sociales.

De nouvelles politiques doivent répondre concrètement aux enjeux du XXIe siècle : politique sociale (5), énergie, environnement, recherche, industrie.

Des moyens financiers à la hauteur des ambitions

L'Union n'est pas crédible sans moyens budgétaires et financiers à la hauteur de ses nouvelles compétences et des défis à relever. Il faut à l'Union des ressources propres allant bien au-delà du niveau actuel, par des impôts européens sur les transactions financières, les atteintes à l'environnement et/ou les entreprises. Le budget doit être augmenté plus pour les politiques nouvelles et une solidarité accrue. L'Union doit pouvoir emprunter pour investir.

Une Europe qui rassemble

L'Union tarde à se construire en espace de vie en commun des Européens. Il faut accélérer la constitution d'une société européenne en aplanissant les obstacles à la vie commune entre Européens de différentes nationalités et en les rassemblant sur ce qui leur est commun en matière de culture et de valeurs. Le MEF propose de relancer la mobilité et les échanges entre citoyens en Europe et de créer par l'enseignement un socle culturel commun.

Une UE qui renonce à une extension indéfinie de ses frontières. (6)

Pour éviter une Union sans territoire et permettre à l'identité européenne de se constituer l'Union européenne ne doit pas laisser penser qu'elle peut s'étendre indéfiniment. **L'Union doit rester une union de pays européens. Il ne doit pas être envisagé, même à très long terme qu'elle excède des limites du Conseil de l'Europe, hors Russie.**

Le Mouvement Européen – France est attaché à l'idée d'une Europe intégrée et politique, capable de s'affirmer dans le monde. Pour cela, le processus de la construction

5 – sur le chantier social, voir arguments en encadré page 30 du rapport.

6 – Sur le processus d'élargissement, voir arguments échangés en encadré page 36 du rapport.

européenne doit donner la priorité à son approfondissement sur son extension. Celle-ci sera plus facilement acceptée si au sein de l'Union un ensemble de pays décide d'avancer vers une Europe fédérale. Un élargissement sera alors possible sans craindre la dissolution de notre projet d'Europe

Pour relancer l'Union

Une convention pour un projet (7)

Pour retrouver la confiance des Européens, il faut redéfinir l'intérêt commun européen, redonner sens à la construction européenne.

Un processus utile pourrait être la convocation d'une Convention, largement ouverte à la participation des citoyens, consacrée au devenir de l'Europe et à son projet : Quels objectifs pour l'Union ? Quelles politiques nouvelles ? Quels moyens ? Avec quels pays si tous ne sont pas prêts à avancer ?

11 propositions

Affronter les défis économiques mondiaux suppose une stratégie économique :

- Refonder la zone Euro par une gouvernance, de nouveaux outils de cohésion et de solidarité ainsi que de nouvelles compétences budgétaires et fiscales.
- Une UE 2020 fortement incitative et conduite par la Commission.
- Un processus de convergence fiscale et sociale.
- Un effort collectif pour combler le retard européen dans la connaissance.
- Une politique commune de l'énergie.
- Une politique démographique et d'immigration commune.

Se donner des moyens :

- Augmenter les ressources de l'Union

Agir dans le monde :

- Créer un institut européen de prospective et de réflexion stratégique
- Avoir une diplomatie et une défense commune

Poursuivre la création d'une société européenne :

- Favoriser les échanges entre citoyens des pays membres
- Créer un socle culturel commun

7 – Sur l'opportunité d'une Convention sur le projet, voir arguments en encadré page 17 du rapport